

## TRADUCTION

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE

F. 87 — 768 (85—842)

21 FEVRIER 1985. — Arrêté de l'Exécutif flamand  
fixant la mission et la composition de la Commission flamande antidoping. — Errata

Dans le texte néerlandais de l'arrêté précité de l'Exécutif flamand, publié au *Moniteur belge* du 11 mai 1985, à la page 6895, il y a lieu d'apporter les corrections suivantes :

- Article 1er : le signe « § 1er » manque avant le premier alinéa;
- Article 2 : le signe « § » manque avant le chiffre 1;
- Article 2 : § 1er, b, 1<sup>o</sup> : le texte complet est libellé comme suit :

« drie leden gekozen onder het universitair onderwijspersoneel op grond van hun deskundigheid op het gebied van de dopingbestrijding, onder wie ten minste een geneesheer-farmacoloog en een specialist in de lichamelijke opvoeding en sportgeneeskunde ».

## COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 87 — 769

23 JANVIER 1987. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
relatif à l'agrément d'entreprises d'apprentissage professionnel

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles spécialement l'article 4, 16<sup>o</sup>;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de mettre en oeuvre le plus rapidement possible, au niveau de la Communauté française, les possibilités offertes par l'arrêté royal n<sup>o</sup> 499 portant réglementation de la sécurité sociale de certains jeunes défavorisés;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,

Arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1er. Par entreprise d'apprentissage professionnel il faut entendre l'organisme de formation au sein duquel le travail rémunéré fait partie de la démarche de formation. Cet organisme peut introduire une demande d'agrément lorsqu'il satisfait aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Destiner cette formation à des personnes qui ne sont pas dans les conditions requises pour pouvoir bénéficier des indemnités d'attente ou des allocations de chômage et qui ne sont pas en possession d'un certificat de fin d'études de l'enseignement secondaire inférieur.

2<sup>o</sup> Assurer une formation adaptée au public visé au 1<sup>o</sup>, combinée par des actions de formation de type général et de type professionnel et insérer ce public dans une expérience de travail réel, soit par la création d'une entreprise, soit par l'existence d'une convention passée avec une ou plusieurs entreprises et agréée par l'Exécutif après avis de la Commission visée à l'article 6.

3<sup>o</sup> Conduire les personnes visées au 1<sup>o</sup> à une insertion socio-professionnelle qui leur permette de conclure un contrat de travail ou de suivre une formation qualifiante ouvrant à une aptitude au marché du travail.

§ 2. La durée de la formation est fixée à 18 mois; elle s'adresse à des jeunes âgés de 18 à 25 ans.

Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, le Ministre de la Formation peut, sur avis conforme de la Commission consultative visée à l'article 6, accorder des dérogations individuelles aux conditions visées dans le présent paragraphe.

La rémunération du jeune se fera sur base de la valeur marchande du travail accompli en tenant compte des avantages visés à l'article 5.

**Art. 2.** Pour être agréé en qualité d'entreprise d'apprentissage professionnel, l'organisme doit :

- être constitué en association sans but lucratif;
- s'engager à respecter les conditions visées à l'article 1er;
- communiquer au Ministre de la Formation un programme d'action, les modes de rémunération, l'état des relations avec les milieux socio-professionnels locaux et notamment les Centres PMS, le Centre Public d'Aide Sociale, le Comité de Protection de la Jeunesse, les mouvements associatifs, les entreprises locales;
- tenir à jour pour chaque bénéficiaire de la formation, un dossier individuel constitué notamment d'un rapport programme de formation et d'évolution;
- solliciter l'avis du Comité de Protection de la Jeunesse sur le but social poursuivi;
- solliciter l'avis du Comité Subrégional de l'Emploi ou de la Formation Agricole Post-scolaire sur le but de formation poursuivi;
- s'engager à communiquer ses sources de financement et à produire toute pièce comptable relative à ses activités.

**Art. 3.** L'agrément est valable pour deux ans. Il peut être renouvelé ou retiré sur base d'une évaluation du travail exécuté. Cette évaluation portera sur l'analyse des performances de l'organisation notamment sur base des dossiers individuels des bénéficiaires de la formation.

**Art. 4.** Dans les limites des crédits budgétaires, l'entreprise d'apprentissage professionnel pourra bénéficier d'un subside et d'une aide visant à couvrir ses frais de fonctionnement.

En aucun cas la Communauté française n'interviendra dans la rémunération visée à l'article 1, § 2.

L'Exécutif arrête les modalités d'octroi et de contrôle de ce subside.

**Art. 5.** L'entreprise d'apprentissage professionnel agréée par la Communauté française pourra bénéficier d'avantages qui lui seront reconnus par les pouvoirs publics, notamment l'article 3 de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 499 portant réglementation de la sécurité sociale de certains jeunes défavorisés.

**Art. 6** Il est institué une commission consultative des entreprises d'apprentissage professionnel composée :

- d'un représentant du Ministre de la Formation professionnelle;
- d'un représentant du Ministre des Classes moyennes de la Communauté française;
- d'un représentant des Comités de Protection de la Jeunesse;
- d'un représentant de la formation professionnelle de l'ONEM;
- d'un représentant de l'Institut Francophone de Formation Permanente des Classes moyennes;
- d'un représentant de l'Union Wallonne des Entreprises;
- d'un représentant de l'Union des Entreprises de Bruxelles;
- d'un représentant de l'Union Syndicale des Classes moyennes;
- d'un représentant de chaque organisation syndicale parmi les plus représentatives;
- de trois représentants des entreprises d'apprentissage professionnel;
- d'un représentant de la Fondation Roi Baudouin;
- d'un représentant des associations du quart-monde représentées au sein du Conseil supérieur de la Famille;
- d'un représentant du Conseil Supérieur de l'Aide Sociale choisi parmi les délégués des C.P.A.S.

**Art. 7. § 1er.** La Commission consultative est chargée de donner des avis au Ministre de la Formation sur toute question relative aux entreprises d'apprentissage professionnel, notamment l'agrément, le renouvellement d'agrément ainsi que des dérogations éventuelles aux conditions déterminées par l'article 1.

§ 2. La Commission consultative peut délivrer un brevet au bénéficiaire de la formation, sur proposition de l'organisme l'ayant formé.

§ 3. Le Ministre qui a la Formation professionnelle dans ses attributions crée un Comité d'accompagnement dont la mission est de contrôler les entreprises d'apprentissage professionnel ainsi que d'évaluer leurs activités.

**Art. 8.** Notre Ministre de la Formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 janvier 1987.

Par l'Exécutif de la Communauté française :  
Le Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,  
E. POULLET

#### VERTALING

#### FRANSE GEMEENSCHAP

N. 87 — 769

#### 23 JANUARI 1987. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve betreffende de erkenning van « entreprises d'apprentissage professionnel » « E.A.P. » (ondernemingen voor het aanleren van een beroep)

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,  
Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 4, 16°;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid zo spoedig mogelijk, binnen de Franse Gemeenschap, de mogelijkheden te verwezenlijken die geboden worden door het koninklijk besluit nr. 499 tot regeling van de sociale zekerheid van sommige kansarme jongeren;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,

Besluiten :

**Artikel 1. § 1.** Onder « E.A.P. » dient verstaan te worden, de vormingsinstelling waarin het bezoldigde werk deel uitmaakt van het vormingsproces. Deze instelling kan een aanvraag om erkenning indienen als ze voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° Deze vorming bestemmen voor personen die niet de voorwaarden vervullen die vereist zijn om de wachtuitkeringen of de werkloosheidsuitkeringen te kunnen genieten en die niet in het bezit zijn van een eindgetuigschrift van het lager secundair onderwijs.

2° Een vorming geven die aangepast is aan het in 1° bedoelde publiek, die gecombineerd wordt met acties voor een vorming van het algemene type en van het beroepstype en aan dat publiek de gelegenheid geven een werkelijke arbeidservaring op te doen, hetzij door de oprichting van een onderneming, hetzij door het bestaan van een overeenkomst gesloten met één of meerdere ondernemingen en erkend door de Executieve na advies van de in artikel 6 bedoelde Commissie.

3° De in 1° bedoelde personen leiden tot een socio-professionele inschakeling die hen in de mogelijkheid stelt om een arbeidsovereenkomst te sluiten of om een scholing te genieten die toegang geeft tot een geschiktheid voor de arbeidsmarkt.

§ 2. De vorming duurt 18 maanden; ze is bestemd voor jongeren van 18 tot 25 jaar.

In uitzonderlijke omstandigheden kan de Minister van Vorming echter, op eensluidend advies van de in artikel 6 bedoelde Adviescommissie, individuele vrijstellingen verlenen onder de in deze paragraaf bedoelde voorwaarden.

De bezoldiging van de jongere geschiedt op grond van de handelswaarde van het verrichte werk, rekening houdend met de in artikel 5 bedoelde voordelen.

**Art. 2.** Om als « E.A.P. » erkend te worden, moet de instelling :

- een vereniging zonder winstoogmerk zijn;
- zich verbinden tot het naleven van de in artikel 1 bedoelde voorwaarden;
- aan de Minister van Vorming een actieprogramma mededelen, alsook de bezoldigingswijzen, de staat van de betrekkingen met de plaatselijke socio-professionele kringen, inzonderheid met de P.M.S. Centra, Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn, het Jeugdbeschermingscomité, de verenigingsbewegingen, de plaatselijke ondernemingen;
- voor elke persoon die de vorming ontvangt, een individueel dossier bijhouden dat onder meer een vormings- en evolutie-programmaverslag inhoudt;
- het advies van het Jeugdbeschermingscomité vragen over het nagejaagde sociale doel;
- het advies van het Subregionaal Tewerkstellingscomité of van de Naschoolse Landbouwworming vragen over het nagejaagde vormingsdoel;

— zich ertoe verbinden haar bronnen van financiering mede te delen en elk boekhoudstuk met betrekking tot haar activiteiten over te leggen.

**Art. 3.** De erkenning geldt voor twee jaar. Ze kan vernieuwd of ingetrokken worden op grond van een evaluatie van het verrichte werk. Deze evaluatie heeft betrekking op de analyse van de prestaties van de organisatie onder meer op grond van de individuele dossiers van de personen die de vorming genieten.

**Art. 4.** Binnen de perken van de begrotingskredieten, kan de « E.A.P. » een subsidie genieten en hulp ontvangen om haar werkingskosten te dekken.

In geen geval kan de Franse Gemeenschap in de in artikel 1, § 2, bedoelde bezoldiging tegemoetkomen.  
De Executieve stelt de nadere regels vast voor de toekenning van en de controle op die subsidie.

**Art. 5.** De door de Franse Gemeenschap erkende « E.A.P. » kan de voordelen genieten die haar door de overheid toegekend worden, inzonderheid door artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 499 tot regeling van de sociale zekerheid van sommige kansarme jongeren.

**Art. 6.** Er wordt een adviescommissie voor de « E.A.P. » ingesteld, die samengesteld is uit :

- een vertegenwoordiger van de Minister van Beroepsvorming;
- een vertegenwoordiger van de Minister van Middenstand van de Franse Gemeenschap;
- een vertegenwoordiger van de Jeugdbeschermingscomités;
- een vertegenwoordiger van de beroepsvorming van de R.V.A.;
- een vertegenwoordiger van het « Institut Francophone de Formation Permanente des Classes moyennes » (Franstalig Instituut voor Permanente Vorming van de Middenstand);
- een vertegenwoordiger van de « Union Wallonne des Entreprises » (Waaals Verbond van Ondernemingen);
- een vertegenwoordiger van het Verbond van Ondernemingen te Brussel;
- een vertegenwoordiger van de Syndikale Unie van de Belgische Middenstand;
- een vertegenwoordiger van elk van de meest representatieve vakbondsorganisaties;
- drie vertegenwoordigers van de ondernemingen voor beroepsvorming;
- een vertegenwoordiger van de Koning Boudewijnstichting;
- een vertegenwoordiger van de vierde wereld-verenigingen die vertegenwoordigd zijn binnen de Hoge Raad voor het Gezin;
- een vertegenwoordiger van de Hoge Raad voor Maatschappelijk Welzijn, gekozen uit de afgevaardigden van de O.C.M.W.'s.

**Art. 7. § 1.** De Adviescommissie is belast met het geven van adviezen aan de Minister van Vorming over elke vraag met betrekking tot de « E.A.P. », inzonderheid over de erkenning, de vernieuwing van de erkenning alsmede van de eventuele afwijkingen van de door artikel 1 bepaalde voorwaarden.

§ 2. De Adviescommissie kan een brevet uitreiken aan de persoon die de vorming heeft ontvangen, op voorstel van de instelling die deze heeft opgeleid.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de Beroepsvorming behoort, richt een Begeleidingscomité op waarvan de opdracht erin bestaat de « E.A.P. » te controleren alsmede hun activiteiten te evalueren.

**Art. 8.** Onze Minister van Beroepsvorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 januari 1987.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,  
E. POULLET

## AUTRES ARRÊTÉS

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

#### Administration centrale. — Promotion

Par arrêté royal du 7 avril 1987, M. Van Belle, G., ingénieur principal, est promu par avancement de grade au grade d'ingénieur en chef-directeur à l'Administration centrale dans le cadre linguistique néerlandais à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1987.

#### Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 9 décembre 1986, la désignation de M. Lacroix, J.Cl., vice-président au tribunal de première instance de Charleroi, aux fonctions de juge d'instruction à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de cinq ans prenant cours le 28 avril 1987.

Par arrêté royal du 20 mars 1987, M. Vos, G., juge au tribunal de première instance de Hasselt, est désigné à titre définitif aux fonctions de juge de la jeunesse à ce tribunal, à la date du 4 mai 1987.

Par arrêté royal du 7 avril 1987, est nommée commis-greffier principal à la justice de paix du canton de Wavre, Mme Jonet, L., commis-greffier à la justice de paix de ce canton.

#### Notariats

Par arrêté royal du 16 avril 1987 est acceptée, à sa demande, la démission de M. Bauthier, P., de ses fonctions de notaire à la résidence de Gilly.

## ANDERE BESLUITEN

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Hoofdbestuur. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 7 april 1987 is de heer Van Belle, G., eerstaanwezend ingenieur, bevorderd door verhoging in graad tot de graad van hoofdingenieur-directeur bij het Hoofdbestuur in het Nederlandse taalkader met ingang van 1 januari 1987.

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 9 december 1986 is de aanwijzing van de heer Lacroix, J.Cl., ondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, tot het ambt van onderzoeksrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van vijf jaar met ingang van 28 april 1987.

Bij koninklijk besluit van 20 maart 1987 is de heer Vos, G., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, tot het ambt van jeugdrechter in deze rechtbank vast aangewezen, op datum van 4 mei 1987.

Bij koninklijk besluit van 7 april 1987 is benoemd tot eerstaanwezend klerk-griffier bij het vrederecht van het kanton Waver, Mevr. Jonet, L., klerk-griffier bij het vrederecht van dit kanton.

#### Notariaat

Bij koninklijk besluit van 16 april 1987 is aan de heer Bauthier, P., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Gilly.